



3€

regards

NOVEMBRE 2019

**LA FRANCE
CONTRE
L'ISLAMOPHOBIE**

Les Éditions Regards
242, boulevard Voltaire, 75011 Paris
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

**Directrice de la publication
et gérante**

Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMNOVEMBRE

LA FRANCE

CONTRE L'ISLAMOPHOBIE

LA FRANCE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE

- # Au Sénat, la gauche s'affiche unie face à l'islamophobie**
- # Rokhaya Diallo : « Le communautarisme qui produit de l'exclusion, c'est celui des élites »**
- # Municipales : par principe, Bellamy n'est pas opposé aux listes communautaires... sauf musulmanes**

MUNICIPALES : LA GAUCHE SE PRÉPARE

- # Municipales : à Limoges, l'union des gauches était presque parfaite**
- # Stéphane Lajaumont : « Tellement de choses nous rassemblent qu'il est possible de se retrouver sur un projet clair »**
- # Municipales : les basses manoeuvres de LREM**

UN AN DE GILETS JAUNES

- # ÉDITO. Préfet Lallement : un chef d'armée qui a choisi son « camp »**
- # Priscillia Ludosky : « Un an après le début des gilets jaunes, on attend encore une réponse politique »**



LA FRANCE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE

Au Sénat, la gauche s'affiche unie face à l'islamophobie

La droite, l'extrême droite et même l'exécutif sont en roue libre sur le voile. Un jeu dangereux, sous couvert de défense de la laïcité. Pour faire face, la gauche se serre les coudes.

Ils sont réunis à l'initiative de la sénatrice Sophie Taillé-Polian (Génération.s), au Sénat ce mardi 29 octobre pour une conférence de presse. Autour de la table, on trouve les sénateurs Sylvie Robert (PS), Ronan Dantec (EELV, venu « à titre personnel »), Esther Benbassa (EELV), Laurence Cohen (PCF) et la députée Clémentine Autain (LFI). Olivier Besancenot, du NPA, est excusé.

Pourquoi une telle tribune ? « Pour dire ça suffit au délire sur le voile », explique Clémentine Autain. Parce que ce mardi même, les sénateurs ont débattu pendant quatre heures et demi durant, à coup de burkini, halal, terrorisme, islamisme – tout y passait – et ont fini par

voter la proposition de loi déposée par Les Républicains visant à interdire aux femmes voilées d'accompagner les enfants en sortie scolaire. 163 voix pour, 114 voix contre. Contre l'avis du président du Sénat Gérard Larcher, contre l'avis du gouvernement, contre l'avis même de Jean-Michel Blanquer. Il fait peu de doute que cette loi ne passera jamais à l'Assemblée nationale...

Qu'importe ! Le timing est à peine croyable. De quoi indigner d'autant plus les parlementaires. Mais ni l'agression d'une femme voilée par un élu régional RN ni l'attentat de Bayonne n'aura ramener la droite à un peu de dignité. Au contraire, la surenchère continue.

LA HAINE SANS VOILE

Alors, Sophie Taillé-Polian a souhaité apporter une réponse « unitaire » face à ce « climat intolérable » de libération du discours haineux. Laurence Cohen parle de « positions haineuses décomplexées qu'une partie de la société cautionne », et de remarquer que, « une fois de plus, on utilise le corps des femmes ». Une fibre féministe – et laïque – de la part de la droite qui n'est pas sans étonner la députée insoumise.

« Il y a une instrumentalisation des enjeux de la laïcité à des fins électoralistes, aux relents racistes », assène la sénatrice Génération.s. De son côté, Sylvie Robert rappelle qu'en ce qui concerne le droit, cette proposition de loi est un non sens absolue : « Les accompagnatrices scolaires sont des usagers du service public, pas des agents ».

En ligne de mire, aussi, l'exécutif, accusé d'« alimenter le feu » – même si la sénatrice socialiste admet que les mots du Premier ministre ont été les bienvenus. Et le fait « qu'Emmanuel Macron se

mette en rempart à l'extrême droite est quelque chose de dangereux », précise la sénatrice communiste.

1905, TOUJOURS AUJOURD'HUI

Ronan Dantec estime qu'il est « temps de retrouver l'esprit de la loi de 1905, cette grande loi d'apaisement ». C'est l'un des paradoxes de notre temps : alors que plusieurs forces nous poussent à la guerre civile, il faudrait réformer la loi de 1905, écrite justement pour éviter une guerre civile. « Pas besoin de légiférer à nouveau, poursuit Laurence Cohen, contrairement à ce que disent certains politiciens de droite (mais pas que). » Tous sont de cet avis : il ne faut pas toucher à cette loi.

C'est que bientôt 115 ans après, nous tolérons l'intolérable, juge le sénateur écolo, faisant notamment référence à Eric Zemmour. « Rien n'a changé depuis 2004, développe par la suite sa collègue d'EELV. Le voile est une passion qui ne passe pas en France. »

Esther Benbassa rappelle que, outre lors de la loi Blanquer, déjà en 2012 le ministre de l'Éducation Luc Chatel avait essayé d'interdire les accompagnatrices scolaires voilées. Elle y voit les « restes de la décolonisation », quand les colons émancipaient les musulmanes en enlevant leur voile... « La stigmatisation est une béquille donnée aux islamistes », lance-t-elle. N'en déplaise à certains, ces parlementaires ne sont ni naïfs, ni complaisants. « Nous sommes particulièrement engagés contre l'islam radical », martèle Ronan Dantec. Clémentine Autain ajoute d'ailleurs que ce genre de débat « nous éloigne de la justesse d'un

combat contre Daech. On met à mal notre société », voilà tout.

Voilà surtout pourquoi cette dernière appelle les forces de gauche à prendre leurs responsabilités, à « faire force commune ». Cette conférence de presse n'est qu'un début. Tous ont en tête une action pour le 10 novembre. Pour se faire entendre d'une même voix, loin des « débats de mots ». Pour rappeler que « la laïcité du petit père Combes n'a pas gagné ! », dixit Esther Benbassa.

● LOÏC LE CLERC



Ce silence de la gauche qui nous casse les oreilles

Ils sont jeunes, engagés, de gauche et ont un message à faire passer : il est plus que temps que la gauche se positionne de manière claire sur l'islamophobie.

Nous sommes jeunes et nous partageons toutes et tous les mêmes aspirations pour un monde plus juste, plus égalitaire, plus écologique. Nous sommes de toutes les luttes progressistes et nous œuvrons chaque jour pour notre émancipation, contre tous les systèmes de dominations et d'oppressions, qu'ils soient liés à la classe, au genre et à la race sociale.

Nous sommes des femmes et des hommes issu.e.s de l'immigration post-coloniale. Les oppressions que nous subissons s'articulent les unes aux autres. Celles de classe, de race et de genre pour les femmes et les minorités

sexuelles. Celles de classe et de race pour les hommes hétérosexuels.

Nous sommes les exploité.es, les opprimé.es. Nous sommes les précaires, les humilié.es. Nous faisons partie de la jeunesse qui relève la tête. Celle qui décide de ne pas courber l'échine.

Nous sommes les héritiers des luttes de nos mères et de nos pères, des luttes du Mouvement ouvrier, des luttes des Hallagas, des Chibanis, des luttes contre les violences policières et la gestion coloniale de nos quartiers. Notre Histoire est celle de la Gauche. Nous sommes donc impliqué.e.s dans ses combats.

La Gauche n'a jamais su, par manque de courage et de convictions, ou par calcul politique malsain, se positionner de manière claire sur ces questions.

Pourtant, force est de constater que la réponse politique de nos mouvements n'est pas à la hauteur. De la récupération de la marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983 par SOS Racisme, au lynchage de la jeunesse lors des soulèvements de 2005. Du mutisme, lorsqu'il s'agit de dénoncer le caractère systématique des violences et crimes policiers, aux récentes polémiques sur le Hijab et le Burkini. La Gauche n'a jamais su, par manque de courage et de convictions, ou par calcul politique malsain, se positionner de manière claire sur ces questions. Aussi, il faut le dire, les organisations de Gauche sont à l'image de notre société. Elles sont marquées par une construction structurellement sexiste et raciste. Cela n'excuse en rien la non prise en compte des oppressions et des conséquences qu'elles engendrent sur les personnes qui en sont victimes. Ainsi, il nous faut lutter sans relâche à la fois dans nos organisations, et dans la société plus largement.

Depuis plus de 30 ans, l'islamophobie s'est imposée comme une forme de racisme tolérable, acceptable. Les femmes musulmanes, notamment, celles qui portent un voile, en sont les premières victimes. Sous couvert de laïcité, on exclut, on humilie. La dernière polémique Décathlon en est l'illustration parfaite. La Gauche est restée muette face à la violence des débats et des déclarations islamophobes laissant ainsi les idées réactionnaires et racistes s'imposer dans le champ politique et médiatique. Les violences que nous subissons en tant que racisé.es sont inouïes. Ne pas se positionner, c'est les cautionner. Dans ce contexte d'islamophobie décomplexée, c'est se faire l'allié objectif des racistes. Il est temps d'en finir avec le mythe selon lequel la lutte des classes et l'abolition du Capitalisme entraînerait d'un coup de baguette magique la destruction de tous les systèmes de dominations. Il ne s'agit ici que d'une manœuvre pour reléguer les luttes spécifiques au second plan. Il existe bel et bien une division du travail raciale et genrée.

Ainsi, lutter efficacement contre le capitalisme suppose d'analyser en profondeur le monde du travail, en prenant

en compte l'imbrication simultanée des dominations de classe, de genre et de race qui le structure en profondeur.

« Pour détruire les racines du racisme il faut renverser tout le système capitaliste »

Angela Davis

Si vous voulez pas nous entendre, nous on crie plus fort.

SIGNATAIRES

Manel Djadoun - Militante UEC, **Issa Bidard** - Fondateur Pour nous par nous, suite à la manifestation de Bobigny (2017), **Ranine Kezal** - Militante UEC, **Ismaël El Hajri** - Militant antiraciste FUIQP, **Clara Laby** - Conseillère nationale PCF, **Lucien Béthune** - Moncourtois - Conseiller national MJCF, **Haby Ka** - Conseillère nationale MJCF, **Zyad Bentahar** - Militant UEC, **Sabrina Chatouani** - Conseillère nationale MJCF, **Sabrina Ould Aklouche** - Militante PCF, **Mélessandre Mallee** - Militante féministe et antiraciste, **Mehmet Ozguner** - Militant FI, **Yassine Alamy** -

Enseignant, militant antiraciste, **Pauline Lalande** - Responsable MJCF **Bobigny Drancy**, L'écho des banlieues, **Ayman Aouidi** - Membre du bureau central AMDH, **Pierre Moreno** - Militant antiraciste, **Thibaud Moreau** - Responsable national UNEF, **Baya Djadoun** - Militante antiraciste, **Hadrien Bortot** - Conseiller national PCF, **Mehdi Belmecheri Rozental** - Militant anticolonialiste, **Ismaël Haidar** - Militant MJCF 94, **Firas Mokni** - militant MJCF 94, **Rostan Kezal** - Militant MJCF 94, **Jeanne de Bergevin** - militante féministe et antiraciste, **Lucie Leïla Mamouni** - Militante féministe et antiraciste, **Sophare** - Militant antiraciste, rappeur, réalisateur, **Ismaël Metis** - Rappeur, **Léa Tytéca** - Conseillère nationale UEC, **Lucie Martin** - Candidate aux élections européennes PCF, **Mathilde Hardy** - Militante UEC, **Ghaïs-Bertout-Ourabah** - Militant EELV, comédien, **Norine Derrache** - Secrétaire secteur Montpellier UEC, des jeunes militantes racisé.es, communistes, de gauche, féministes, antiracistes, et leurs alliés.es...

Municipales par principe, Bellamy n'est pas opposé aux listes communautaires... sauf musulmanes

**Chez les LR, on veut faire interdire les listes
communautaires pour les élections. Toutes ? Non...
François-Xavier Bellamy confirme qu'ils ne visent qu'une
seule communauté. Laquelle, d'après vous**

La télévision est friande de ce qu'elle nomme un « moment de vérité ». Dimanche 17 novembre, l'eurodéputé LR François-Xavier Bellamy nous en a offert un superbe, sur le plateau de franceinfo. Il y est question de la proposition de loi « tendant à assurer le respect des valeurs de la République face aux menaces communautaristes » déposée par le sénateur LR Bruno Retailleau qui veut interdire les listes communautaires aux élections, ou plus précisément « une interdiction de tout élément, direct ou

indirect, relevant de discours contraires aux principes de la souveraineté nationale, de la démocratie ou de la laïcité et qui soutiennent les revendications d'une section du peuple fondées sur l'origine ethnique ou l'appartenance religieuse ».

Voici l'échange :

Ali Baddou : « Est-ce qu'il faudrait interdire les listes indépendantistes, en Corse ? »

François-Xavier Bellamy : « On ne peut pas tout confondre, ça n'est pas le même sujet. »

Ali Baddou : « Qu'est-ce qui atteint à la souveraineté nationale davantage que ceux qui souhaitent l'indépendance ? »

François-Xavier Bellamy : « Dans l'indépendantisme, il y a une idée politique – que je ne partage absolument pas – qui me paraît contraire à l'unité de la République, mais qui est exprimée par des gens qui pensent que leur région ne fait pas partie de la Nation française. Ça n'a rien à voir avec le fait que des gens qui se reconnaissent comme des citoyens français veulent que la France évolue dans le sens de leur communauté religieuse. »

Ali Baddou : « Les royalistes par exemple, ils doivent se présenter ou pas ? Par définition, ils sont anti-républicains. »

François-Xavier Bellamy : « Vous êtes sérieux ? Vous croyez que la République aujourd'hui est menacée par les royalistes ? »

Ali Baddou : « Dans ce cas-là, soyez clair. Dites «listes musulmanes» au lieu de dire «listes communautaires». »

François-Xavier Bellamy : « Une liste musulmane qui se présente à une élection pour dire que son programme, c'est l'islam, me paraît être contraire à ce que devrait être la politique dans la République. Regardons la réalité en face, aujourd'hui, ce ne sont pas des listes royalistes qui menacent la République. »

[...]

Ali Baddou : « Donc ça n'est pas une question de principes. »

François-Xavier Bellamy n'est pas un imbécile. Il est la mauvaise (la bonne ?) conscience de la droite dite républicaine. Son problème, c'est d'être radical intellectuellement, sans être outrancier dans la forme. Il sait ce qu'il dit. Le message est donc on-ne-peut-plus-clair : sur le principe, il n'est pas favorable à l'interdiction des listes communautaristes, à moins que celles-ci ne soient « musulmanes ». Le problème n'est pas le « com-

munautarisme » mais le « danger » qui plane sur la République. Et puis surtout, il ne faudrait pas se mettre à dos ses amis. Rappelons ici les mots de Bruno Retailleau, il y a un peu plus d'un an : « Je souhaite créer un projet à la rencontre de toutes les droites françaises – orléaniste, légitimiste et bonapartiste – pour arriver à les rassembler ».

GRAND REMPLACEMENT ÉLECTORAL

Pourquoi est-ce qu'on parle de tout ça, vous demandez-vous ? La faute à Xavier Bertrand, président des Hauts-de-France. Ça lui est venu d'un coup : tiens, et si on demandait à Emmanuel Macron d'interdire à la liste de l'Union des Démocrates Musulmans de France (UDMF) de se présenter à des élections !? Évidemment, on ne dit pas les choses comme ça. Mais ça devient difficile à la droite de ne pas viser explicitement les musulmans dans chacune de leurs idées politiques (coucou Valérie Boyer). Pourquoi Xavier Bertrand ? Parce que dans sa région, l'UDMF a obtenu des scores à deux chiffres aux dernières

européennes. Par exemple : 40% à Maubeuge. Impressionnant ! C'est le grand remplacement électoral ! Enfin, dans un bureau de vote de Maubeuge, où ces 40% correspondent à... 70 bulletins. C'est ça qui est pratique avec les pourcentages. En réalité, l'UDMF n'est pas un danger, pas même une préoccupation électorale (ils ont fait 0,13% aux européennes).

Comme nous l'a dit ici même Bernard Godard, les démocrates musulmans « ont une fascination pour la démocratie chrétienne ». On ne parle-là donc pas d'identité, pas de religion, mais de pré carré électoral. Au moins, les LR marqueront l'histoire. On se souviendra longtemps de la musique qu'ils jouaient pendant que leur navire coulait.

● LOÏC LE CLERC



MUNICIPALES : LA GAUCHE SE PRÉPARE

Municipales : à Limoges, l'union des gauches était presque parfaite

**Tous les partis de gauche et quelques listes citoyennes,
tous unis pour mener la même campagne et reconquérir la
mairie de Limoges... ou presque.**

Cela semblait pourtant bien parti. À Limoges, depuis des mois, toute la gauche est là, autour de la table des négociations : EELV, Génération.s, Place publique, Ensemble, le PS, le PCF, ADS, ainsi que quatre listes citoyennes, dont Vivons Limoges, une liste initiée par les insoumis. L'objectif est noble : récupérer la mairie de Limoges, ce bastion socialiste perdu au profit de la droite en 2014. Et pour ce faire, la gauche s'est montrée très ambitieuse pour mettre en oeuvre un vaste rassemblement, autour d'un projet écologique et social, mais aussi

pour mettre sur pied une liste composée pour moitié de représentants des partis et pour moitié de membres de la société civile.

Ils y ont cru, à un accord les réunissant tous pour les prochaines municipales. « Il y a eu de la bonne volonté de chercher à faire l'union de la part de tous », raconte Yann Delmon-Plantadis, référent de Génération.s Limoges. Mais, au fur et à mesure des discussions, au fil des nombreuses réunions, quelques clivages sont apparus indépassables. Un notamment, qui oppose de façon très

manichéenne les écologistes et les « productivistes ». Or, aux dires du porte-parole d'EELV Limousin Jean-Louis Pagès, « pour gagner, il faut l'union, avec un programme écologiste », l'un ne pouvant être concédé à l'autre, au risque de tout perdre. L'union sans les socialistes, EELV n'en voulait pas. Du moins au début.

Pour comprendre ce qui clive, il faut citer un exemple ou deux. Ainsi, quand certains proposent la gratuité des transports publics, d'autres veulent plutôt développer le réseau routier. Lors d'une réunion publique, l'un d'eux avance même l'argument suivant : il faut laisser les gens se déplacer afin qu'ils puissent consommer, rapporte Yann Delmon-Plantadis. Est-ce un problème générationnel ? « C'est un des éléments », répond le porte-parole d'Ensemble Limoges Stéphane Lajumont, avant d'ajouter : « Il ne peut pas y avoir d'entre-deux sur l'écologie », comprendre qu'on ne peut vouloir réduire les gaz à effet de serre tout en amplifiant le trafic de l'aéroport.

DEUX GAUCHES IRRÉCONCILIABLES ?

Quand les clivages programmatiques deviennent trop forts, la question de la liste prend le pas. Comment couper un gâteau en 55 parts (le nombre de personnes sur la liste) pour que cela rassasie les onze organisations ? Avec cette règle du 50-50, il reste donc 27 places pour les partis. « Sachant que le PS veut au moins dix places », précise Yann Delmon-Plantadis. Et si les socialistes ont accepté de ne pas avoir la tête de liste, affichant ainsi leur bonne foi, une suspicion demeure : certaines listes citoyennes sont gérées soit par des anciens socialistes, soit par des gens très proches d'eux. Faut-il y redouter une contre-campagne ?

« La vieille garde du PS s'est pris quelques coups avec les élections récentes », abonde Stéphane Lajumont. Et si tous font l'éloge de la première secrétaire fédérale du PS en Haute-Vienne Gulsen Yildirim, ils regrettent les manœuvres en coulisse de l'appareil socialiste. Celle-ci dément catégoriquement, voyant-là des velléités de «


revanche », voire une « volonté d'humilier le PS ». Elle assure que ses militants, consultés à chaque étape des négociations, se sont montrés extrêmement ouvert au projet d'union, faisant toutes les concessions nécessaires tant sur le fond que sur la forme. Pour la socialiste, le problème ne vient pas du PS, mais d'une trop grande envie de leadership à gauche – les dernières européennes ont donné des ailes à EELV. « Les citoyens n'en ont rien à faire de ces histoires de divisions, l'enjeu politique nous dépasse, mais on ne peut trouver de consensus que si chacun fait un effort », s'agace-t-elle. Seule certitude, « pour travailler avec autant d'organisations, il faut avoir confiance, il faut savoir à quelle place sont les gens », explique Jean-Louis Pagès. Le PS n'inspire pas confiance, bien que des personnalités comme Gulsen Yildirim lui permette de se moderniser. Sans compter sur l'effet repoussoir que le parti porte en lui, conséquence des innombrables concessions aux valeurs de la gauche qu'il a fait pendant le quinquennat Hollande, mais aussi locale-

ment. Les communistes, eux, ont choisi leur vaisseau-mère.

AUX ÉLECTEURS DE TRANCHER

Tout va trop lentement et le temps ne joue pas pour la gauche. Il est l'heure de faire campagne. Après avoir lancé une première fois l'alerte début novembre – faisant bien avancer les négociations –, EELV, Génération.s, Place publique et Vivons Limoges finissent par quitter la table. Il y a urgence de boucler le programme, la liste viendra après. Aux bonnes volontés de suivre, « la porte reste ouverte », souligne Didier Tescher, animateur de Vivons Limoges. Pour autant, Stéphane Lajaumont regrette cette séparation, estimant qu'il aurait été possible de « maintenir une dynamique ». Ensemble ne devrait pas tarder à les rallier¹, et potentiellement une autre liste citoyenne.

1. Mardi 19 novembre 2019, le Big Bang organise son premier déplacement en région à Limoges. Hasard de la politique, le projet porté par Clémentine Autain et Elsa Faucillon se calque presque parfaitement sur la situation limougeaude.



La gauche joue gros. On saura dans les semaines à venir si Limoges va vivre une ou deux unions de la gauche, avec le risque d'éparpillement que cela comporte. Et en même temps, deux listes, « ça veut aussi dire qu'au deuxième tour, la liste qui mène la danse peut bénéficier d'une réserve de voix et d'une nouvelle dynamique », assure Didier Tescher. En face, la majorité sortante met sur le tapis, elle aussi, la carte du rassemblement. Ce sera une liste LR-UDI-Modem-LREM. À moins que le parti présidentiel n'envoie un candidat bien à lui... Sur ce point, le suspense demeure.

Quoi qu'il arrive, LREM et la droite finiront bien par s'entendre pour le deuxième tour. À la gauche de faire mieux. D'ici là, les citoyens diront qui à la main : la social-démocratie ou la gauche radicale et écologiste. L'entre-deux-tours s'annonce déjà chaud.

● LOÏC LE CLERC

Stéphane Lajaumont

« Tellement de choses nous rassemblent qu'il est possible de se retrouver sur un projet clair »

Première réplique du Big Bang hier soir à Limoges. Autour des députées Clémentine Autain et Elsa Faucillon, accompagnée de Gérard Mordillat, Jacques Boutault (EELV) et Benjamin Lucas (Génération.s) ainsi que de nombreuses figures des luttes locales, le Big Bang a réuni plus de 300 personnes dans la capitale limousine. Stéphane Lajaumont, porte-parole d'Ensemble à Limoges, est l'invité de #LaMidinale.

SUR LE BIG BANG À LIMOGES

● « Il y a eu un Big Bang à Limoges parce que je pense que, comme partout en France, il y a des gens qui aujourd'hui ne supportent plus à la fois l'offensive du libéralisme macronien, s'inquiètent de la montée de l'extrême droite et constatent qu'il y a des mouvements de gauche qui

se questionnent sur la manière dont on peut parler de justice sociale et dont on fait entendre l'urgence écologique. Il y a besoin de frapper ensemble et de proposer un front commun durable sur ces questions-là. »

● « On est dans une période où, quel que soit l'endroit où l'on mène les luttes

- depuis le monde associatif, syndical ou politique -, on se rend compte qu'il y a tellement de choses qui nous rassemblent qu'il est possible de se retrouver à partir du moment où il y a une clarté du projet. »

● « Il y avait 300 personnes hier à Limoges et c'est un signe très encourageant. Ça veut dire qu'il y a un potentiel de luttes et de mobilisations qui fait qu'aujourd'hui, on peut envisager une réponse durable à Macron et à son monde. »

SUR LA CONVERGENCE DES LUTTES EN HAUTE-VIENNE

● « Le Limousin et la Haute-Vienne sont des terres de gauche : il y a une histoire de résistances et de luttes. »

● « Il y a une généralisation de la misère alors que la richesse est là. »

« Il faut voir dans la grève du 5 décembre plus un réveil qu'un sursaut. Un réveil où l'on doit mettre les chapelles, les étiquettes et les boutiques derrière soi. »

SUR LE MOT « GAUCHE »

● « Mon histoire personnelle, culturelle,

militante, familiale fait que le mot gauche est un mot à la fois essentiel et en même temps qui a été sali par des gouvernements PS qui ont mené une politique voulue par les financiers et le patronat. »

« Les jeunes ne savent plus ce que c'est que la gauche mais ils savent ce que sont l'injustice et l'urgence écologique ; donc, si un moyen de leur parler, c'est de ne plus employer le mot gauche – qui ne parle plus qu'à d'anciens militants -, alors allons-y. L'essentiel, c'est qu'on arrive à se rassembler sur les contenus et les urgences. »

SUR LES ANNONCES DU GOUVERNEMENT DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

● « La mobilisation du monde hospitalier traduit une souffrance et un besoin de maintenir le lien humain permanent qui doit exister entre les patients, les usagers et les soignants. »

● « Il y a un big bang à faire dans le secteur hospitalier. »

● « Le curseur n'est pas à la hauteur. »

SUR LES MUNICIPALES À LIMOGES

● « Les discussions et les échanges [avec toutes les formations et mouvements de gauche] étaient une première depuis très longtemps. »

● « La mairie de Limoges est une mairie qui a basculé à droite aux dernières élections après un siècle de municipalité de gauche. »

SUR L'UNITÉ À GAUCHE À LIMOGES

● « On a eu l'idée de se rassembler pour ramener la mairie à gauche mais il reste la question du projet. »

● « Si certains ont quitté la table - pour instant -, c'est parce que des questions centrales n'ont pas été abordées avec la question par exemple de la métropolisation : faut-il continuer à accumuler les richesses, les activités et les emplois sur Limoges ou au contraire faut-il les répartir sur le territoire de la Haute-Vienne ? »

● « Il y a des sujets qui clivent à gauche : dès qu'on aborde la question de la transition écologique, on ne peut pas être sur un entre-deux. »

● « Il faut laisser la porte ouverte parce que, plus on sera nombreux pour porter un projet, plus ça permettra de créer des dynamiques. Mais en même temps, il faut de la clarté sur le projet. »

● « L'urgence écologique et l'urgence sociale ne peuvent pas être dissociée : soit on porte les deux, soit on porte un projet de renoncement. »

SUR LE MINISTRE HAUT- VIENNOIS DES TRANSPORTS, JEAN-BAPTISTE DJEBARRI

● « Il faut un Big Bang partout : sur la santé, sur l'aménagement des territoires... et là-dessus Djebbari n'est absolument pas à la hauteur. »

● « Djebbari est un monsieur qui présente bien. Qui effectivement a un beau discours et un beau sourire. Mais entre paraître et agir, il y a parfois un monde. »

Municipales: les basses manoeuvres de LREM

Anticipant un échec aux municipales, la majorité sort du chapeau la suppression des étiquettes dans les petites communes.

Baste des « divers gauche » ou « divers droite », place aux « sans étiquette » !

On le sait, Emmanuel Macron ne brille pas par son ancrage politique local. Le Président-marcheur aura sauté toutes les étapes traditionnelles, conquérant d'emblée l'Élysée en 2017, avant de « descendre » sur les institutions, Assemblée nationale en premier lieu. Le Sénat lui a résisté en 2017, et pour cause, les sénateurs sont élus indirectement par les élus locaux... C'est ainsi que les deux années à venir vont lui être décisives : 2020, municipales, 2021, régionales. Tel un bon vieux chef d'État de l'Ancien Monde, Emmanuel Macron va donc jouer de toutes les malices pour tourner ces suffrages locaux à son avantage. Les municipales pour commencer, donc.

Voilà l'idée qui a émergé dans la majorité : puisqu'on va prendre une tôle, autant limiter la casse. Et pour ce faire, rien de plus simple que de supprimer les étiquettes politiques dans les petites communes.

Tout part du Sénat, et plus précisément de la proposition de loi « visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral ». Dans ce texte, les sénateurs Hervé Maurey (centriste) et Jean-Louis Masson (non inscrit, il jouait l'homme ivre lors du débat sur les accompagnatrices scolaires voilées) ont déposé deux amendements, adoptés il y a quelques jours dans la chambre haute, afin que « dans les communes de moins de 3500

[ou 9000, NDLR] habitants, une nuance politique ne [puisse] être attribuée que lorsque la liste de candidats ou les candidats ont choisi une étiquette politique ».

L'idée peut paraître censée : un maire peut vouloir ne pas être placé dans une case (divers gauche, divers droite, centre, etc.) par la préfecture. Dans ce cas, pourquoi ne pas avoir décidé de « permettre aux maires de se présenter eux-mêmes «sans étiquette» », s'interroge Pierre Lacaze, responsable aux élections pour le PCF, membre de l'exécutif national, qui y voit une « vraie atteinte à la démocratie ».

LA FRANCE SANS ÉTIQUETTE

Ainsi pouvait-on lire le 10 octobre dans la newsletter « Chez Pol » : « Dès les municipales 2020, les listes présentées dans les petites communes n'auront plus de «couleur politique». Christophe Castaner l'a annoncé hier, [...] rappelant qu'il s'agit d'une «fonction [préfectorale] qui remonte à la IIIe République». » C'est lors de questions au gouvernement au Sénat que le ministre de l'Intérieur a lancé : « Nous pourrions parfaitement envisager de fixer un seuil, à 3500, à

9000 habitants, en deçà duquel l'appartenance politique aux grands courants politiques que nous connaissons n'est pas indispensable ». Sauf qu'entre 3500 et 9000 habitants, il y a un monde – actuellement, ce seuil est fixé à 1000 habitants.

Comme le souligne le Parti socialiste dans un communiqué : « La moitié des Français vit dans une commune de moins de 9000 habitants ». Va-t-on mettre alors la moitié de la France en dehors de l'échiquier politique ? Le porte-parole du PS Pierre Juvet trouve « la ficelle quand même grosse, à quelques semaines des élections municipales ». De son côté Paul Vannier, orateur national de La France insoumise précise : « La majorité est en difficulté avec ces municipales parce qu'elle est soit dans le soutien à des candidats de droite – à Toulouse par exemple –, soit traversée par des clivages internes qui la conduisent à présenter plusieurs candidats – comme à Paris –, soit réduite à l'état de traces, parfois sous les 5% – comme à Nice. Elle a intérêt à troubler les étiquettes, les positionnements, pour ne pas apparaître pour ce qu'elle est. » Du côté de l'AFP, on raconte que l'Inté-

rieur peine à classer les listes « apolitiques ou citoyennes » à l'échelon municipal, et que cette réforme permettrait d'éviter les « erreurs ». En fait, il n'est point question d'erreurs administratives, mais de comptabilité. Macron fait du Macron. Il connaît sa faiblesse – l'ancrage territorial –, mais il méprise les petites gens. Il veut du maire labellisé LREM, pas de figure locale indépendante. Il ne veut pas de soutiens politiques, il veut des chiffres. Sauf que même certains candidats LREM partent aux urnes sans étiquette... Aux dires de Pierre Lacaze, il ne fait aucun doute que « LREM veut masquer sa faiblesse au niveau municipal. On voit bien qu'ils ne seront pas présents dans beaucoup de communes de plus de 10.000 habitants et qu'ils auront des difficultés de gagner des villes. »

EXIT LE CLIVAGE GAUCHE-DROITE

Prenons un exemple concret : les dernières municipales de 2014 [1]. Sur le site du ministère de l'Intérieur, les listes « divers gauche » représentaient, au premier tour, 15,88% des suffrages au niveau national. 24,57% pour les « divers droite ». C'est bien simple, ce sont les deux étiquettes arrivées en tête. Non-négligeable. Imaginez maintenant la même élection, sans ces étiquettes. Qu'aurait-on ? Quatre millions de votes « sans étiquette », comme mis à l'écart ? Tout ça pour créer l'illusion que le parti présidentiel est le premier parti de France ?

Côté communiste, on ne peut s'empêcher de voir dans ces manœuvres « la volonté du gouvernement de gom-

mer l'affrontement politique, le clivage gauche-droite, jugé obsolète ». Pierre Lacaze s'inquiète du « processus, inscrit de longue date, sur l'idée que les municipales seraient des élections techniques et non pas politiques ». Une analyse qui diffère de celle des insoumis, pour qui « ces étiquettes sont par bien des égards dépassées. Gauche, droite, ça a de moins en moins de sens. » Paul Vannier aimerait plutôt que l'on crée « une étiquette «liste citoyenne» ».

Plus profondément, cet effacement des nuances politiques, par l'État lui-même, souligne sa volonté de ne pas vouloir regarder l'état politique du pays. Ni de le rendre accessible aux citoyens. Où comme le dit Pierre Jouvét : « Il n'y a pas de raison que les citoyens ne savent

pas pour qui ils votent. Une liste aux municipales est diverse, pas seulement représentative d'un parti politique. Il faut laisser la possibilité à ceux qui le souhaitent de pouvoir s'afficher. » On invoque la crise de vocation des élus locaux, pour mieux cacher la crise des partis. Il est des maires de gauche sans être socialiste, communiste, insoumis. Il en sera de même pour les centristes, les libéraux, les conservateurs, l'extrême droite (Robert Ménard est sans étiquette), etc. Qu'importe, la France sera sans étiquette. Et à la fin, c'est Macron qui gagne, ou pas.

● LOÏC LE CLERC



UN AN DE GILETS JAUNES

Préfet Lallement : un chef d'armée qui a choisi son « camp »

Un an après le début du mouvement des gilets jaunes, rien n'a vraiment changé. Surtout pas le « maintien de l'ordre », qui se cantonne toujours à la violence.

Un an de colères, de luttes, de mobilisations et de revendications. Un an de violences policières, de répression, de mépris et de privation des libertés. Et que retiennent le gouvernement et les médias – dits mainstream – qui ont suivi avec attention la 53ème semaine des gilets jaunes tout au long du week-end ? Les agissements de quelques-uns qui s'en sont pris au mobiliser urbain, principalement, ainsi qu'à un monument à la mémoire du Maréchal Juin dans le 13ème arrondissement de Paris. Quelques dizaines d'individus cagoulés pour décrédibiliser l'action de plusieurs milliers de manifestants – qui ont d'ailleurs été contraints, au fur et à mesure

des semaines, à quitter leur identifiant : le gilet jaune. Alors que la mobilisation du week-end a connu un léger regain par rapport aux semaines précédentes, tout semble ainsi orchestré pour nous épargner l'essentiel : la question sociale, écologique et démocratique. Et toujours, l'absence de réponse politique.

Elle était bien seule samedi soir sur BFMTV, l'eurodéputée LFI Leïla Chaïbi, pour rappeler que face aux images impressionnantes de poubelles en feu et de vitrines brisées qui ont rythmé les écrans des chaînes d'information toute l'après-midi, il y a d'autres images qui n'ont pas circulées : celles de ce journaliste qui a été grièvement blessé au

visage, après un tir de GLI F4 (une grenade lacrymogène, assourdissante et à effet de souffle, contenant une charge explosive constituée de 26 grammes de TNT ainsi que de quatre grammes d'hexocire) alors qu'il portait distinctement son gilet « presse ». Celles aussi du député insoumis Alexis Corbière qui a violemment été interpellé alors qu'il tentait de quitter la place d'Italie. De cette femme tirée par les cheveux par une équipe de la BAC. De cet homme piétiné par les forces de l'ordre. De ces milliers de manifestants empêchés de manifester, nassés sous les nuages du gaz lacrymogène.

Quelques minutes plus tôt, le préfet de police de Paris avait annulé la manifestation. Et invité l'ensemble des manifestants – « s'il existe encore des manifestants de bonne foi », a-t-il précisé lors de son point avec la presse – à quitter la place d'Italie sous peine d'être interpellés. Si un couloir de sortie devait être organisé, selon le préfet, ils sont nombreux à témoigner du contraire. Aucune issue n'a été prévue. Ou que tardivement. En témoignage d'ailleurs le tweet d'Olivier Be-

sancenot : « Venus pour défilier durant une manifestation qui avait été autorisée, nous avons appris son interdiction alors que nous étions déjà place D'Italie. Nassés, et chargés pendant plus de deux heures, sous les gaz lacrymogènes. Notre détermination reste intacte. La lutte continue. »

Venus pour défilier durant une manifestation qui avait été autorisée, nous avons appris son interdiction alors que nous étions déjà place D'Italie. Nassés, et chargés pendant plus de deux heures, sous les gaz lacrymogènes. Notre détermination reste intacte. La lutte continue !
pic.twitter.com/YtSKq0MUcu

– Olivier Besancenot (@olbesancenot) November 16, 2019

Plus tard, il évoque un « guet-apens » organisé par les forces de l'ordre. Ça y ressemble fort...

L'intervention très solennelle du préfet de police avait donné le ton dès 15h. Droit dans ses bottes. Le ton ferme. Autoritaire. Au point que même Domi-

nique Rizet, consultant police-justice de BFMTV, a vu dans le propos du préfet de police « plus un discours de chef d'armée que de préfet de police ». Après le recours il y a tout juste un an aux blindés à roues de la gendarmerie nationale dans les rues de Paris, l'ambiance n'est plus au maintien de l'ordre. Et comme le rappelait le sociologue Laurent Mucchielli dans #LaMidinale de Regards :

« On n'est pas face à des professionnels du maintien de l'ordre, on est face à des gens qui ont habitude de faire un usage offensif et pas défensif, sur des gens qu'ils considèrent comme des voyous, des grands délinquants et pour lesquels ils n'ont pas de scrupules [...] Il y a une responsabilité du pouvoir politique à mettre, en démocratie, face à des manifestants, des unités qui ne sont pas des professionnels du maintien de l'ordre et qui donc potentiellement peuvent faire un usage de la violence qui n'est plus considéré comme légitime. »

Elle était bien seule samedi soir sur les plateaux, Leïla Chaïbi, pour rappeler

l'essentiel – quand on ne l'interrompait pas pour lui demander de condamner les « violences ». Parce que si les Français défilent depuis un an, ça n'est pas pour casser du flic ou de l'abri-bus, c'est pour être écoutés. Et exiger, comme l'a martelé l'eurodéputée, « un revenu digne, plus de démocratie, un frigo rempli, du chauffage, plus de santé ». Un message qui semble avoir du mal à percer le mur du son. La situation sociale se détériore, se tend, se radicalise, parce qu'il n'y a plus de dialogue social. On n'écoute pas, ou plus, les personnes concernées : les gilets jaunes, les chômeurs, les étudiants, les syndicats, les profs, les associations, les soignants, les élus. Les décisions sont prises d'en haut, sur des tableurs Excel. Loin de la réalité de terrain. Et de la vie quotidienne des millions d'hommes et de femmes – dont on finit par oublier les visages. La perspective de la mobilisation massive et à durée indéterminée le 5 décembre prochain aura-t-elle raison de leur mépris, de leur violence, de leur indifférence ? Rien n'est moins sûr mais le mois de décembre sera chaud. Assurément bouillant. Et les turbulences assurées.

Hier après-midi, le préfet de police s'est rendu sur la place d'Italie pour constater les dégradations et, profitant du passage d'une habitante du 13^{ème} arrondissement qui portait le gilet jaune, il s'est adressé à elle le regard fuyant mais le ton fier et assuré : « Nous ne sommes pas du même camp, madame ».

Code de déontologie de la police nationale, article R. 434-29 – Devoir de réserve : «Le policier est tenu à l'obligation de neutralité».

Le préfet de police à une femme #giletjaune : «Nous ne sommes pas dans le même camp, madame».

Allô @CCastaner, c'est pour un signalement pic.twitter.com/gxcprjY6wj

– Pierre Jacquemain (@pjacquemain)
November 17, 2019

Le code de déontologie de la police nationale, à l'article R. 434-29 – Devoir de réserve prévoit pourtant que « le policier est tenu à l'obligation de neutralité ». Le préfet de police est sorti de sa réserve. Une question majeure se pose désormais : se pourrait-il que le haut fonctionnaire qu'il incarne, chargé de la sécurité de toutes et tous, n'assurerait à présent plus que la sécurité de quelques-uns ? Se pourrait-il que le premier flic de Paris ait identifié une population ennemie – en lutte en ce moment ? Ce petit commentaire l'air de rien est extrêmement grave. C'est une faute professionnelle. Ajouté à la très mauvaise gestion de la mobilisation de samedi, dans un pays sous tension, le préfet de police aurait dû à minima être rappelé à l'ordre, si ce n'est remercié. Le préfet de police a choisi son camp. Reste à savoir de quel camp parle-t-il ? Pas celui de la démocratie visiblement.

O PIERRE JACQUEMAIN

Priscillia Ludosky

« Un an après le début des gilets jaunes, on attend encore une réponse politique »

On l'avait reçue il y a déjà un an tout pile. Le mouvement des gilets jaunes ignorait à ce moment-là qu'il serait encore debout aujourd'hui. Demain, comme chaque samedi, ils seront encore dans la rue. Priscillia Ludosky, initiatrice de la pétition contre la hausse prix du carburant par laquelle tout a commencé, est l'invitée de #LaMidinale.

SUR LES UN AN DES GILETS JAUNES

- « Je considère que ça n'est pas normal qu'on soit encore dans la rue au bout d'un an. »
- « Il y a eu plein de choses cette année : des manifestations, des actes de désobéissance civile, des assemblées citoyennes, des débats. »
- « Un an, c'est énorme, je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de mobilisations qui durent autant. »
- « C'est compliqué de se dire qu'il n'y a pas de réponse politique en face de la mobilisation. »

SUR LA LONGÉVITÉ DU MOUVEMENT

- « On a la volonté d'avoir une réponse politique. On attend quelque chose qui ne vient pas. Donc on se retrouve à continuer à lutter. »
- « On essaie d'évoluer : certains vont aux municipales, d'autres continuent à se mobiliser dans la rue et, avec un groupe, nous, on monte un lobby citoyen. »

SUR LE LOBBY CITOYEN

- « On ne part pas d'une feuille blanche donc on part des revendications des gilets jaunes et on va essayer de les porter collectivement plus haut. »

● « Il y a quatre volets à nos revendications : la démocratie et les institutions, l'écologie, les services publics et la fiscalité. »

SUR LE RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE ET L'AÉROPORT DE PARIS

● « Le gouvernement n'a fait aucune communication sur le RIC [dans le cadre de la privatisation d'aéroport de Paris]. »

● « Le RIC permettrait - à l'initiative des citoyens et pas à l'initiative du gouvernement - d'imposer un véritable référendum. »

SUR LES VIOLENCES POLICIÈRES

● « J'ai lancé un sondage pour lancer la création d'un organe réellement indépendant à la place de l'IGPN. »

● « Il n'y a pas d'impartialité au niveau [des violences policières]. »

● « Il serait bien que Christophe Castaner démissionne. Son renvoi serait même très symbolique. »

SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

● « Il y a des gilets jaunes qui créent des listes citoyens au niveau local. »

● « Pour moi, le vote ne suffit plus. »

● « La démocratie par le vote n'est pas de la démocratie. »

● « Je ne m'investirai pas dans les élections municipales ; je préfère m'engager pleinement dans le lobby citoyen. »

SUR LE 5 DÉCEMBRE

● « Je n'invite pas les gilets jaunes à participer [à la grève du 5 décembre] parce que ça n'est pas à moi de leur dire où ils doivent aller. »

● « Je trouve dommage qu'il n'y ait pas une seule grande marche pour tout ce qu'on dénonce. »

● « Il faudrait quelque chose de global qui englobe tout le monde. »

